

Les Afriques N° 100 écrit par ses lecteurs

ABDOU DIOUF



Abdou Diouf est né le 7 septembre 1935 à Louga. Le 26 février 1970, il est nommé Premier ministre, fonction qu'il occupera pendant 11 ans avant de devenir président de la République du Sénégal le 1^{er} janvier 1981, à la suite de la démission du président Senghor. Plusieurs fois reconduit à son poste par les électeurs, il cède sa place à Abdoulaye Wade à la tête de l'Etat sénégalais lors des élections présidentielles de mars 2000. Ses différents mandats furent placés sous le signe de la politique d'ouverture au multipartisme, sur la libéralisation progressive de l'économie et sur la décentralisation. Succédant à Boutros Boutros-Ghali, Abdou Diouf a été élu secrétaire général de la Francophonie au IX^e sommet de la Francophonie, le 20 octobre 2002 à Beyrouth, et reconduit dans cette fonction lors du XI^e Sommet organisé à Bucarest.

Comment l'OIF contribue-t-elle à l'expansion des entreprises d'Afrique francophone dans le monde ? Dans le domaine de l'économie, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a d'abord pour mission d'accompagner les Etats dans la formulation et la conduite des politiques économiques. Elle mène également, depuis plusieurs années, des actions plus directement destinées à soutenir le secteur privé. Dans le domaine de la culture, l'OIF forme les entrepreneurs à mieux valoriser leurs projets. Dans le domaine des marchés publics, l'OIF s'intéresse à la participation du secteur privé à la régulation et intervient auprès des structures d'appui au secteur privé pour les aider à délivrer de nouveaux services dédiés à l'accès des entreprises aux marchés publics financés par l'aide au développement, ce qui représente un volume de marchés considérable pour les entreprises africaines.

On peut également citer les rencontres acheteurs-vendeurs réalisées sur le continent avec l'appui de l'OIF, qui permettent aux entrepreneurs d'Afrique et d'Asie de nouer des relations d'affaires. L'ensemble de ces actions est réalisé en partenariat avec des réseaux économiques francophones, tels la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et le Forum francophone des affaires (FFA), qui avaient joué un rôle significatif dans la tenue de la Rencontre internationale de la Francophonie économique (RIFFE) à Québec en mai 2008. Les entreprises, et je pense principalement aux petites et moyennes entreprises, ont ainsi la possibilité de s'informer des opportunités d'affaires à l'international, de regarder au-delà de leurs frontières. Cela contribue également à renforcer leurs capacités à affronter la concurrence régionale et internationale, tant sur leur territoire qu'à l'étranger, et à tirer parti de la mondialisation.

GG

JAMAL SAGHIR



Directeur Eau, Energie, Transport, vice-président Développement durable, Banque mondiale

En quoi le changement climatique va-t-il influencer la stratégie de la Banque mondiale en Afrique ?

L'adaptation aux nouveaux risques, induits par le changement climatique, rendra le développement plus coûteux. Le prix de cette adaptation pourrait représenter entre 5 et 10%

du PIB de l'Afrique. D'ici 2020, entre 75 et 250 millions de personnes vivant en Afrique seront exposées au stress hydrique, et certains pays risquent de voir leurs terres cultivables réduites de moitié. L'Afrique doit déjà faire face aux effets négatifs de la perte annuelle de 1 à 2% de son produit intérieur brut due à l'instabilité du climat. L'accès à l'énergie est essentiel à la croissance économique. L'exploitation des vastes ressources renouvelables du continent exige des technologies nouvelles et des moyens financiers adaptés qui pourraient être compensés par l'émission de certificats de CO₂ et contribuer ainsi à la croissance mondiale ; mais cela seul ne suffira pas. Plus de financements internationaux sont nécessaires pour créer des opportunités de développement économes en CO₂, des investissements adaptés au changement climatique.

issements adaptés au changement climatique.

DF

BRAHIM BENJELLOUN-TOUIMI



Administrateur directeur général de BMCE Bank

Comment voyez-vous l'Afrique de 2010 ?

L'Afrique est une région que regardent de plus en plus les pays développés parce qu'ils se rendent compte que c'est un continent qui a dépassé le milliard d'habitants, avec une population jeune qui risque de doubler dans les cinquante prochaines années. C'est une population jeune, et ce serait un gâchis qu'au nom d'un égoïsme national ou d'un égoïsme communautaire au nord de la rive Méditerranée, ou ailleurs à travers le monde, on ne profite pas de toutes ces opportunités. Il faut avoir des démarches de plus en plus harmonisées. Prendre conscience qu'il y a des problématiques qui dépassent les problématiques nationales. C'est comme ça qu'on peut garder et nourrir l'espoir pour l'Afrique. Mais il faut aussi que les Africains se prennent en main, et sans attendre l'aide publique qui arrive.

AW

JEAN STÉPHANE BIATCHA



En 1992, Jean Stéphane Biatcha rejoint le Cabinet civil du président de la République du Cameroun, où il occupe actuellement le poste de conseiller technique. Il assume également le poste de président du comité de gestion du CIRCB, de secrétaire général adjoint de la Fondation Chantal Biya, et de secrétaire exécutif de Synergies Africaines.

Fondée à l'initiative de Chantal Biya, Synergies Africaines contre le sida et les souffrances a lancé un plan d'action d'urgence allant de 2007 à 2009. Quel bilan en tirez-vous au terme de cette période ?

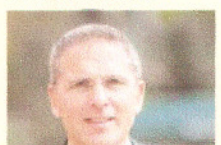
Le plan d'action stratégique 2007-2009 consacrait trois axes prioritaires d'intervention : la réduction de la transmission du VIH de la mère

à l'enfant, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'atténuation des souffrances de l'enfant africain, notamment les orphelins, les enfants vulnérables et ceux victimes des conflits.

Les premières Dames d'Afrique, sous l'impulsion de Chantal Biya, ont animé plusieurs conférences internationales et multiplié les actions de sensibilisation. Pour se donner davantage de moyens, Synergies Africaines a conclu des accords de partenariat avec plusieurs grandes entreprises internationales telles que Microsoft Afrique du centre et de l'Ouest, Sanofi Aventis, Geodis Valenda, Inverness Medical Innovations, ou encore PBC Hostorg Risk Management. Au niveau de la lutte contre le sida, cette mobilisation a permis des campagnes de sensibilisation de masse, ainsi que l'acquisition de 20 000 nouveaux tests de diagnostic rapide. Pour les enfants vulnérables, un projet d'« Ecoles pratiques d'agriculture et de vie » a été expérimenté avec succès en partenariat avec la FAO. Un peu plus de 30 000 enfants ont, par ailleurs, été sensibilisés au bon usage du médicament et sur les dangers des médicaments contrefaits.

GG

LUC RIGOUZZO



Luc Rigouzzo est directeur général de Proparco, filiale de l'Agence française de développement, dont la mission est de favoriser les investissements privés dans les pays émergents et en développement, particulièrement en Afrique. Son bilan 2008 est de 1,6 milliard d'euros.

Dans le secteur du capital investissement, où se situe l'Afrique subsaharienne par rapport à la Méditerranée, en termes de rendements et de risques ?

Comparer la performance du capital investissement dans ces deux régions est un exercice difficile, car cette activité y présente une maturité très différente. Le capital investissement en Méditerranée est, globalement, un marché plus mature, qui s'est développé il y a plus de quinze ans, en transition démographique et avec un taux de croissance des économies moins élevé que ceux de l'Afrique subsaharienne. En Afrique subsaharienne, le capital investissement est un peu plus récent, mais a eu des retours élevés en fin de cycle haussier, notamment en raison du boom des télécoms.

Le profil de risque est donc perçu comme plus élevé en Afrique subsaharienne (économies moins structurées, secteur bancaire peu développé, risque pays, liens économiques moins denses avec l'Europe, opportunités de cession des investissements moins importan-

tes), mais notre observation est qu'à ce stade les rendements potentiels sont également plus élevés (taux de croissance plus élevés). Il est d'ailleurs logique qu'il y ait un lien entre le risque perçu et les rendements attendus, encore que ceci soit sans doute à nuancer selon les secteurs.

AW

MOUSSA DIOMANDE



CEO du Group GLS Catering & Services. Basée à Abidjan, cette entreprise africaine a réussi une percée remarquable dans les secteurs de la restauration collective et du facility management, aussi bien en offshore (plates-formes pétrolières) qu'en zone onshore (hôpitaux, banques, entreprises, institutions publiques, mines, etc.).

Sur quelle zone ou secteur d'activité fixez-vous votre prochain objectif de croissance ?

Nous avons une forte présence en Afrique de l'Ouest et centrale (Côte d'Ivoire, Gabon, Bénin, Congo, etc.) et nous comptons y poursuivre notre croissance. Mais nous travaillons également au développement d'autres zones telles que le Moyen-Orient et l'Europe. La restauration collective ainsi que le facility management représentent notre cœur de métier. Le fait d'exercer ce métier, parfois dans des environnements très difficiles et complexes, comme les plates-formes pétrolières, nous a amenés à développer un savoir-faire et une expertise particulière, autant en matière de sécurité alimentaire et d'hygiène que de qualité.

DF

NICOLAS CLAVEL



Gérant du fonds africain Scipion Capital

Comment Scipion Capital a-t-il traversé la crise financière ?

La crise des subprimes est arrivée à peu près au moment où nous avons lancé le fonds ! Ceci a bien entendu rendu la collecte beaucoup plus difficile. Cependant l'avantage a été que nous sommes restés une structure souple avec des frais fixes relativement modestes. Nous avons donc été mieux à même de gérer la

situation que certaines structures qui avaient déjà levé des centaines de millions de dollars et qui ont subi des demandes de remboursement importantes, avec comme résultat beaucoup moins de revenus, mais les mêmes frais fixes.

Dans le cadre de notre fonds de financement des matières premières, la crise financière nous a été bénéfique. Beaucoup de banques ont dû se retirer de ce marché, ce qui a créé un vide que nous remplissons dans la mesure de nos moyens. Le fonds a maintenant 28 mois d'existence et 28 mois de performances positives (environ 10% de rendement par année). La période la pire était le mois de février de cette année. Autant à Genève il y avait une certaine sérénité (hormis les personnes investies dans Madoff), autant la situation à Londres relevait de la panique. Depuis le mois de mai on sent le vent tourner légèrement, mais les blessures sont encore fraîches. Convaincre les investisseurs d'ouvrir leur porte-monnaie pour investir en Afrique reste un challenge !

DF

ALAIN RETIÈRE



PNUD ClimSAT (en cours de création) fournira aux régions du monde, notamment aux plus pauvres et vulnérables, des informations précises en matière de climatologie grâce à la constitution, dans un premier temps, d'une banque d'images. Basée à Brest, elle bénéficiera également des compétences scientifiques locales en matière de climatologie et d'océanographie.

Quelle est, selon vous, la principale menace que le changement climatique fait peser sur l'Afrique ?

Le changement climatique est irréversible et l'Afrique doit s'y préparer, d'abord parce qu'elle est particulièrement exposée aux aléas climatiques extrêmes, et les climatologues sont assez nombreux à être formels pour ne pas prendre à la légère la menace pour les populations, en particulier les plus vulnérables, que ce soit dans les villes ou dans les campagnes. Mais la principale menace climatique est l'incertitude des scénarios (quelles sont les régions qui seront plus sèches ou plus humides et à quelles échéances ?).

La planification territoriale et l'anticipation des changements n'étant pas des domaines d'excellence en Afrique, on peut craindre que beaucoup de pays ne se laissent déborder par l'ampleur des changements. La seconde grande menace